

Tous unanimes pour faire changer l'image des médias boyomais

(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) "Que soit créé un cadre de concertation entre les patrons des médias et le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC), l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), l'Observatoire des médias congolais (OMEC)... pour qu'ils se réunissent au moins une fois par mois... et examinent les dérapages des uns et des autres ; ce qui dissuadera les organes fautifs", ainsi a-t-on décidé lors du Café presse organisé samedi 2 juin au Journal Mongongo et siège du MEPAD. Que les rédacteurs trouvent aussi des occasions pour échanger sur leur travail a-t-il été dit aussi.

Consacré aux regards croisés entre les journalistes, hommes de loi et la société civile sur la pratique et défense des droits et devoirs des journalistes à Kisangani, les participants responsables de médias et de rédaction, journalistes, organisations de défense des droits de l'homme, enseignant et étudiants en journalisme ont souhaité voir les organes de régulation et d'autorégulation (CSAC, UNPC, OMEC...) sortir de leur torpeur, qu'ils fassent respecter le code d'éthique. Le CSAC devra se référer à loi et la faire appliquer pour que les organes qui ne méritent pas de fonctionner ne laissent pas les professionnels à la débrouille, poursuit Benoit Kuda, coordonnateur provincial du CSAC. Ce Café presse était organisé dans le cadre du projet Médias et société civile Medosc, du projet interbailleurs Médias pour la Démocratie et la Transparence en RDC financé par les coopérations britannique (DFID), suédoise (ASDI) et française (MAEE), et géré par FEI France Expertise Internationale. L'objectif était de mettre sur la table les différents maux qui rongent le secteur médiatique boyomais et d'envisager des solutions pour en sortir ; car, "la place du journaliste est à la rédaction et non en prison", comme le déclarait le président de MEPAD dans son adresse. Aussi, a-t-on souhaité que l'on définisse le profil des responsables de rédaction et que ces derniers soient formés afin de bien veiller à l'application du Code d'éthique.

Dans son acte conservatoire du 29 mai dernier, le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) en province orientale avait décidé de suspendre la publication Kisangani News. Le journal doit disposer d'un siège visible et ses éditeur et directeur de publication doivent faire un stage au Journal Mongongo pour reprendre les ac-



tivités. Notons que ces derniers viennent de passer 15 jours en prison pour avoir écrit un article sur un député national jugé diffamatoire.

Des progrès

"Il y a des journalistes qui se complaisent à commettre des délits prétextant que c'est l'information, la vérité, considère Benoit Kuda, coordonnateur provincial du CSAC, ils s'attaquent à des personnes ignorant que celles-ci ont droit à la dignité, l'honneur, la vie privée...". "Ne dit-on pas que toute vérité n'est pas bonne à dire ? C'est dire qu'il y a toujours une manière et une intention de la dire", fait réfléchir Serge Bopeng'o, juge au Tribunal de grande instance. Il ajoute que les informations générales protègent mieux que celles ciblées sur les individus surtout lorsqu'on s'intéresse plus à la vie des hommes politiques qu'aux gens qui œuvrent aussi pour les bonnes causes. Le vice-président de l'UNPC, Baelo Lotika, a, lui, estimé que le journaliste qui foule au pied les règles d'éthique censées guider son action est un danger pour lui-même.

En outre, la plupart des journalistes travaillent sans contrat et ne sont pas ou mal payés par leurs

organes de presse, ils se préoccupent plus de leur survie que de l'information au profit de leur communauté. Les conseils de rédaction, occasion propice pour échanger sur des sujets qui intéressent la communauté et les principes régissant la profession avec les journalistes, ne se tiennent pas régulièrement dans les rédactions. Que l'OMEC aide les organes qui ne disposent pas du code d'éthique à en avoir, a lâché Rex Yenga, rédacteur en chef à OPEL FM.

Certains rédacteurs en chef ont tenu pour responsables le recrutement non objectif des responsables des rédactions et des journalistes par les gestionnaires des médias. Egalement, les animateurs d'émissions choisis selon les affinités et coteries sont peu contrôlés.

Toutefois, d'après Serge Bopeng'o, les journalistes de Kisangani se rendent petit à petit compte de leur responsabilité. "Avant, par exemple, on entendait parler de viol sans qu'ils trouvent la bonne information auprès des juristes ou à défaut ils interrogeaient ceux qui n'en avaient pas la maîtrise. Aujourd'hui ils sont nombreux à venir me consulter sur des questions des droits".

Trésor Boyongo

A LIRE EN PAGE...

- 2 - De vendeurs ambulants utilisent des porte-voix pour faire connaître leurs produits
- 3 - Isangi croule sous le riz
- Le prix du riz est en hausse sur le marché
- 4 - Les infirmiers stagiaires peu encadrés font des erreurs médicales
- La poliomyélite de retour ?
- 5 - Vacciner son enfant pour lui éviter la rougeole
- Isangi/Soignée à la maison, la rougeole tue
- 6 - Caserner les militaires pour sécuriser la population
- La mairie accorde des indemnités aux anciennes gloires de la ville
- 7 - Banso mpo ya bo bongoli lolenge lya bopanzi nsango
- Kozongisa basoda na camp mpo ya kimya ya bana mboka
- 8 - Wakaaji wamekasirika kuona kazi ya njia kushimama
- Chanjo imehepusha ugonjwa wa suruba kwa watoto

L'arrêt des travaux de la voirie urbaine exaspère les habitants

Depuis plus d'un mois, les travaux de réhabilitation de la voirie urbaine sont suspendus. La société chinoise Zhenguei qui les a préfinancés attend le remboursement du gouvernement central. La circulation est très difficile et les habitants s'impatientent. Les parties de routes déjà refaites se détériorent.

Tous les engins de la société Zhenguei utilisés dans les travaux de la voirie urbaine sont retirés de différents chantiers depuis le début du mois de mai. Des caniveaux non achevés, des routes en chantier sont ainsi abandonnés sans être nivelées. Sur l'ancienne route Buta, on voit des moellons

abandonnés. En cette période de pluie, la boue, les bourbiers, les eaux stagnantes rendent impraticables les chaussées. L'entreprise chinoise qui exécuté les travaux n'a plus de liquidité. En attendant, on voit les ingénieurs chinois prospecter d'autres routes qui seront refaites.

(suite à lire page 2)

De vendeurs ambulants utilisent des porte-voix pour faire connaître leurs produits

Pour vendre plus, de petits commerçants utilisent des porte-voix pour alerter l'acheteur sur le prix et la qualité du produit. Une stratégie qui leur va bien pour trouver de quoi se nourrir, scolariser.... Mais certains patrons les utilisent pour écouler des produits périmés.

Chaque jour qui passe, de petits commerçants de Kisangani font preuve de toujours plus d'imagination pour attirer des clients vers eux. Depuis peu, les vendeurs qui étalent aux abords des rues et du marché central, des commerçants ambulants se servent de mégaphones pour faire savoir au loin la qualité et le prix de leurs produits. "Le mégaphone nous permet d'attirer l'attention des clients et de faire connaître le prix de ce que nous vendons", affirme Ghislain Savontuyi, un vendeur au marché central. Souvent vendus à bas prix, ces produits font accourir les acheteurs. A l'entrée du marché central de la ville, l'un d'eux crie à l'aide de son porte-voix : "Somba kopo ya miliki na 1 700 FC (achète un gobelet de lait à 1 700 FC)". On remarque également devant certaines boutiques et magasins des mégaphones attachés sur la porte où les messages sont pré-enregistrés. "Quand on est fatigué de crier, souvent on enregistre le son et on pose le mégaphone par terre ou sur la table", déclare un vendeur de friperie trouvé sur le marché de la 11^{ème} avenue commune de la Tshopo. D'autres utilisent des baffles et des micros. A la boutique "Internet" on peut voir des baffles placés à la porte et un homme tient un micro pour appeler les clients.

Les vendeurs des jus, yaourt, pains ont également opté pour des porte-voix achetés à bas prix (5 \$) dans les magasins des chinois. Ils les attachent autour de cou, sur le vélo... Ils sillonnent à travers les grandes artères, les avenues, les communes, les écoles pour vendre. Dorack Gesanelo, écoule lui près de 200 sachets de jus de 100 FC par jour grâce à son mégaphone qui alerte les enfants



Un vendeur ambulant au marché central © Mongongo même dans leurs parcelles.

Des grossistes qui fournissent des jeunes

Ces nombreux jeunes qui sillonnent avec des produits ou les exposent avec des mégaphones font l'affaire de grossistes. Ceux qui commandent des produits alimentaires, cosmétiques et manufacturés de Kinshasa, de Chine, de Dubaï... les distribuent aux jeunes sans capital. Ces

petits commerçants vendent et versent l'argent le soir ou à la fin de la semaine. Cela se joue sur la confiance. Ces petits vendeurs les reçoivent à un prix assez bas. Pour gagner assez d'argent, il faut vendre beaucoup. La vitesse de rotation compte. D'où de nombreuses astuces pour séduire les clients. "J'ai reçu ces produits auprès d'un patron. Pour chaque article vendu, je lui verse un pourcentage", affirme Trésor, un marchand. À la fin de chaque journée l'heure est à la comptabilité : avant de prendre un autre lot auprès du fournisseur, il faut verser le compte de la précédente vente.

Dans les rues du centre ville comme dans celles des communes et des quartiers périphériques, on voit les jeunes ambulants avec des biscuits, lait, babouches, dentifrices, tomates, bombons, produits de beauté... "Acheter les dentifrices, les biscuits à moins chers", lance chaque jour tôt le matin Bienvenu, un vendeur ambulant qui se dirige au centre ville.

Certains commerçants profitent cependant de ces jeunes pour écouler marchandises avariées ou en phase de l'être. Car il est difficile d'arrêter ces jeunes très mobiles. Le produit est vendu deux fois moins que le prix habituel. Les habitants consomment sans toujours se donner la peine de vérifier la date de péremption. "Je n'ai pas le temps de contrôler quelque chose qu'on me vend à moins cher", affirme C, une femme ménagère, qui vient d'acheter deux sachets de biscuits à 200 FC au lieu 400 FC.

Trésor Mokiango

(suite de la page 1)

(L'arrêt des travaux ... exaspère les habitants)

Le chef de mission de contrôle de l'entreprise "CUBA", qui contrôle l'exécution de travaux, l'ingénieur Roger Rukuyenge, explique que c'est un problème de moyens financiers. L'entreprise chinoise a préfinancé les travaux à hauteur de 10 millions de dollars. Mais le gouvernement ne les a pas encore remboursés. "Après les élections, le pays avait un gouvernement qui gérait les affaires courantes. Avec le nouveau gouvernement, tout va s'arranger", rassure-t-il. "Comment les gens qui disaient avoir l'expertise de ces travaux peuvent-ils avoir un problème d'argent ?", s'interrogeait le député provincial Masanga lors de l'interpellation sur l'arrêt de travaux presque sur toute la ville du chef de division de l'Office de voirie et drainage (OVD) à l'assemblée provinciale en mai dernier. Même ceux financés par le gouvernement provincial sont stoppés.

Inquiétude

La population qui admirait ces travaux et attendait avec impatience de voir les premières routes asphaltées après celles faites à l'époque coloniale et de la 2^e République devient de plus en plus sceptique. "C'est difficile de savoir à quand la reprise des travaux, le degré d'exécution de ces travaux par rapport à la planification et le temps qui reste avant de voir le premier mètre de macadam", déclare un élu en mission parlementaire à Kinshasa. Certains députés promettent d'inscrire la question à l'ordre du jour des prochaines plénières à l'assemblée provinciale, car selon eux, il y a plus d'inquiétude

que d'espoir chez les habitants qui saluaient cette remise à neuf de la voirie. Sur le boulevard Lumumba, les conduites d'eau commencent à se boucher. "Lors du lancement, ils avaient fixé un délai de 10 mois et aujourd'hui nous sommes à plus de deux ans et les travaux sont encore à l'étape initiale", regrette Innocent, élève au Collège Maele.

Les routes se dégradent déjà

Sur la 11^{ème} avenue route Buta non loin de la mission Kimbanguiste Saio, un caniveau en construction coupe la route en deux. Ici, l'exercice n'est pas du tout aisé, pour les usagers. Motos, vélos et piétons se débrouillent péniblement pour passer dans un bourbier à côté. Les clients de taxi moto et vélos sont obligés de descendre de peur de tomber. "Que les autorités mettent même provisoirement des planches sur ce caniveau pour nous faciliter le passage. Nous peinons beaucoup", lance un conducteur de moto. Les véhicules qui viennent du pont Tshopo sont obligés de dévier vers la 13^{ème} ou 14^{ème} avenue. Un détour qui les agace. "Je vais tout près ici à la 3^{ème} avenue mais il me faut contourner jusqu'à l'hôtel du Gouvernement pour y arriver. Une distance de près de 3km", regrette un chauffeur. Sur la route du stade, la terre déblayée lors du traçage des caniveaux sont encore sur la chaussée. Cependant, l'accès des véhicules et charrettes dans les avenues n'est pas envisageable car les caniveaux en construction ne sont pas couverts. Sur la route TP qui mène à la com-



Conducteurs de motos, vélos, véhicules non loin du marché © Mongongo

mune Kabondo, non loin du marché central, une couche de béton d'au moins 2 m de large qui couvre une rivière passée le long de cette route n'est pas au même niveau que la terre à côté. Deux véhicules venant en sens opposé ne peuvent se croiser. L'un d'eux est contraint de faire marche arrière enfin d'attendre le passage de l'autre. A cet endroit le passage de l'autre. A cet endroit le passage de l'autre. A cet endroit le passage de l'autre. Des files des conducteurs s'impatientent pour traverser. Le long de ce boulevard des érosions menacent

la chaussée un peu partout. Pour tenter de l'empêcher, des sacs de sables sont placés ça et là, mais ne résistent pas à la puissance des eaux de pluies qui s'abattent ces derniers jours. Les dos d'âne déjà installés, cèdent également sous le poids des engins. Les caniveaux en béton sont petits à petit bouchés par des déchets, surtout les sachets. Depuis le 6 juin, les travaux reprennent timidement dans certains chantiers

Christian Uzilo

Isangi croule sous le riz

La réhabilitation de la route Kisangani-Yangambi-Yaekela a relancé la production du riz et intensifié les échanges commerciaux entre les villes et les centres de production. Mais l'effondrement du pont Yasekwe ralentit cette reprise.

Depuis 2011, la réfection de la route Kisangani-Isangi et Yangambi –Yaekela a boosté la production agricole. Les échanges commerciaux ont repris entre les villes et les campagnes à la grande satisfaction des producteurs. Riz, tomates, légumes viennent d'Isangi et les produits manufacturés sont facilement acheminés de Kisangani. "La plupart des acheteurs n'aiment plus évacuer leur produit par le fleuve Congo à cause des risques qu'ils courent", soutient la Fédération des entreprises (Fec/isangi). Avant, les commerçants devaient amener ces productions par le fleuve. Trois jours de voyage. Et beaucoup achetaient le riz dans d'autres milieux plus éloignés où les routes étaient praticables.

Le territoire d'Isangi, à 125 km à l'Ouest de Kisangani en aval du fleuve Congo, a produit 170 mille tonnes de riz en 2011 selon les statistiques de l'inspection territoriale de l'Agriculture. Une production qui a presque doublé par rapport à 2010 et 2009. Une analyse que partage le Conseil agricole rural de gestion (CARG), une structure de concertation entre la société civile et les services étatiques du secteur agricole. La vie des paysans s'améliore. "Grâce à nos champs, nous achetons des motos Senke pour notre transport", se réjouit Georges Liamba, un habitant de Yangambi.

À Yangambi particulièrement hommes, femmes et enfants passent plus de la moitié de leur journée dans les champs de riz pour protéger leurs récoltes contre les oiseaux. Les paysans cultivent désormais de grandes étendues. La production de riz couvre toute l'année. Dans les maisons, des sacs de paddy bombés sont entreposés dans des chambres parfois au salon. Sur les artères de la cité, le paddy est exposé au soleil. Dans certaines familles, l'on affiche devant la maison "50 sacs de paddy à vendre ici". Les commerçants en provenance de Kisangani passent avec leurs gros véhicules dans les quartiers et avenues pour en acheter. D'autres les transportent sur place grâce aux rizeries implantées par les commerçants locaux. Mais des dizaines de tonnes de riz, manioc et banane pourrissent encore dans certaines chefferies à cause du délabrement des routes intermédiaires.



La traversée d'un camion à Yasekwe © PAIDECO Tshopo



La traversée par radeau à Yasekwe © PAIDECO Tshopo

Accidents et ponts effondrés

"Yangambi est plus rapide. Les marchandises achetées ici arrivent à Kisangani en moins de 10 heures de temps", explique un chauffeur au volant de son véhicule avec plus de 100 sacs de paddy. Et avant, ils faisaient trois jours sur le fleuve. Mais cet élan est ralenti par l'effondrement du pont Yasekwe au km 61 qui a eu lieu au mois de décembre 2011 dans la rivière Lotuli. Le coût de transport a augmenté. "Nous prenons en location deux véhicules pour évacuer nos produits. Le premier amène les marchandises jusqu'au niveau de pont et l'autre les charge à la traversée pour Kisangani. Imaginez les frais à payer", se lamente Martin Likombo, acheteur de riz sur l'axe Yangambi -Kisangani. "La réhabilitation de ce pont est une priorité pour le territoire d'Isangi", souligne le CARG.

Selon le ministre provincial du Développement rural, Faustin Lokinda, le gouvernement provincial s'attelle à réhabiliter cet ouvrage d'ici peu. Quelques accidents de véhicule survenus au bac font également peur. Au mois de mai 2012, un véhicule chargé de bassines de tomates et de légumes et de vendeuses de Kisangani a fini sa course dans l'eau au bac dans la rivière Lindi pendant les manœuvres du chauffeur. Un mois avant, un autre gros camion s'est retrouvé avec le chauffeur dans le fleuve Congo à Yaekela, village situé sur la rive droite d'Isangi. Il n'a pas réussi à freiner quand il en-

trait dans le bac. Les responsables de l'Office des routes qui gère ces bacs expliquent que ces accidents sont dus aux erreurs humaines des chauffeurs et à des véhicules qui n'ont pas de frein.

Joseph Bassay

Les recettes du radeau payent des tôles pour l'école

Depuis décembre 2011, le pont Yasekwe, à 61 km de Kisangani a cédé. Les habitants ont placé un radeau payant pour les motos et véhicules. Grâce aux recettes générées, les résidents de Yasekwe ont remplacé les pailles de la toiture de leur école par des tôles. Ils ont également acheté un moulin. Selon Amuri, le gérant de recettes, la communauté envisage de construire un centre de santé. Les recettes quotidiennes sont partagées entre le commissaire de district, l'Administrateur du territoire (60 %) et les deux villages (40 %). Les forces de l'ordre ont 2 000 fc par jour, ajoute le gérant. Une équipe de huit hommes, en raison de quatre par village, se relayent chaque jour. Deux gérants postés aux entrées des deux rives perçoivent l'argent des voyageurs à moto ou véhicule qui déboursent 1000 Fc (1,1 \$) à l'aller comme au retour pour passer sur l'autre rive. Les piétons, eux, ne paient pas. Ce pont reliait les villages Yasekwe et Baulo situés le long de la route. Les habitants ont placé un radeau soutenu par trois pirogues attaché de part et d'autre à deux cordes pour faciliter la traversée. Deux hommes placés sur les deux rives le tirent dans les deux sens lorsque les gens et les engins traversent.

Trésor Boyongo

Le prix du riz est en hausse au marché

Au marché, le prix du riz augmente sensiblement. Il est passé de 450 à 650 fc en deux semaines. Dans les rizeries, le sac a augmenté de 20 000 fc. Un client rencontré dans l'un des malewa (restaurants de fortune) aux campus de l'Unikis dit avoir acheté un plat de riz aux haricots à 800 Fc contre 500 avant la rareté.

"Le prix du riz est en hausse parce que le rendement de la récolte est très faible. Avec la saison sèche, il n'y a pas moyen de faire le repiquage des pépinières parce que le soleil les détruit", explique un paysan.

Chaque année, avril et mai sont la période où le riz se fait rare. Cependant, selon André Kalu, cultivateur à Opala, un grenier situé à 265 km au Nord ouest de Kisangani, cette année la récolte a été très insuffisante. Il estime que ce phénomène est dû aux perturbations climatiques. Les rizeries ont aussi du mal à usiner faute de courant.

Cette rareté pousse certaines vendeuses de riz à changer d'activité. Selon Emmanuel Mulumbila, chef de division de l'économie, cette hausse est liée aussi aux taxes exigées aux différentes barrières à ceux qui approvisionnent la ville et au délabrement des routes d'évacuation des produits agricoles.

Judith Basubi

Les infirmiers stagiaires peu encadrés font des erreurs médicales

Dans de nombreux centres de santé et hôpitaux, ce sont des stagiaires qui consultent et soignent, remplaçant les titulaires trop souvent absents. Peu expérimentés, ils commettent des erreurs sur les malades. La responsabilité en revient aux médecins et infirmiers qualifiés qui devraient les encadrer.

Dans de nombreux centres de santé ou hôpitaux, ce sont des médecins et infirmiers stagiaires qui soignent les malades à la place du personnel qualifié. Les titulaires de ces postes sont souvent absents, trop pris par des séminaires et leurs cliniques privées. D'autres sont à l'affût des activités des ongs internationales ou occupés à donner des enseignements localement ou ailleurs. Ces stagiaires font aussi les gardes de nuit. Des étudiants tiennent même des centres de santé dans les quartiers et les milieux ruraux. Certains malades en subissent les conséquences parfois lourdes.

"Je souffrais de la malaria. Un infirmier stagiaire a mis la quinine et d'autres produits dans ma perfusion. Directement, j'ai senti un mouvement inhabituel au ventre. L'enfant bougeait brutalement. Et j'ai avorté. Très fâché, le médecin a arraché le sérum et a blâmé ce stagiaire devant les malades", raconte sanglotante Cheda Oketa, une mère de famille. Mamie, elle, conduit désormais son fils au Centre Simama pour des massages à la suite d'une mauvaise injection.

Le personnel qualifié responsable des erreurs

Ces stagiaires consultent les malades, prescrivent des ordonnances et administrent des soins. Certains confondent le sérum glucosé et le sérum physiologique lors de la perfusion. Parfois, ce sont de malades informés qui signalent l'erreur. Lors des consultations, d'autres n'hésitent pas

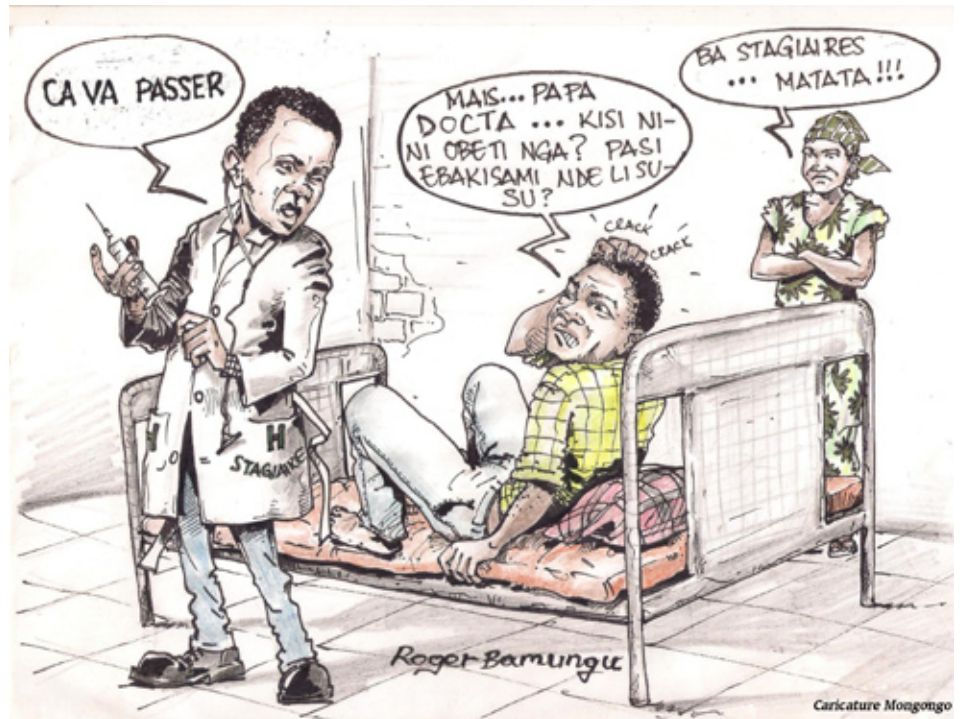
à recourir à leurs notes de cours ou des livres pour prescrire le produit ou reconnaître la maladie. "Ils ne maîtrisent pas les symptômes des maladies et ils consultent les ouvrages même devant les malades", regrette D.B infirmier depuis 1978.

"La vie humaine est sacrée. Nul n'a le droit de tester sa connaissance sur une personne. Avant qu'un stagiaire touche un malade, le chef de service doit s'assurer de sa compétence", met pourtant en garde Léon Kenia Shako, superviseur de la zone de santé de Kabondo. Les étudiants en stage ne doivent qu'assister les encadreurs et non poser des actes à leur place. Il souligne qu'à chaque réunion mensuelle d'évaluation de la qualité de soins de santé, les responsables des hôpitaux sont interpellés sur cette question mais sans succès.

Barthelemy S., stagiaire dans un centre de santé, qui reconnaît ces erreurs médicales, déplore qu'ils ne soient pas suffisamment suivis par les formateurs. "Nous apprenons tout sur les malades", regrette-t-il. Certains stagiaires vont dans les centres de santé qui ne reçoivent presque pas de malades. D'autres font ces études sans grande conviction. Seul le diplôme compte.

Frictions entre stagiaires et formateurs

La cohabitation entre stagiaires et personnel soignant qualifié n'est pas toujours détendue. Les stagiaires sont accusés d'être orgueilleux et les anciens peu enclins à trans-



mettre et réservés. Certains médecins sont très autoritaires. Les stagiaires les craignent plus qu'ils ne les respectent pour ne pas s'attirer d'ennuis. "Certains infirmiers nous cachent des vérités. Même si tu poses la question, il refuse de vous répondre en gardant tout simplement le silence. Dans ce cas nous faisons ce que nous pouvons", témoigne un étudiant en chirurgie à l'Institut de techniques médicales de Kisangani (ISTM). "Le stage est avant tout un lieu d'apprentissage, l'étudiant qui y accède doit être humble et accepter

les remarques. Beaucoup se comportent en donneurs des leçons. Nous n'avons plus rien à leur apprendre", rétorque un quinquénaire, infirmier A2 à l'Hôpital général de référence de la Tshopo. Pour sa part, le médecin inspecteur provincial, Jean Marc Mabinde fait appel à la conscience professionnelle et à l'amour du travail des médecins et infirmiers. "Les stagiaires assistent le personnel soignant jusqu'à la maîtrise totale avant de lui laisser la charge de soigner", a-t-il renchéri.

Christian Uzilo

La poliomyélite de retour ?

Depuis fin mai, les autorités sanitaires de la ville sont en alerte car il semblerait que la polio qu'on croyait disparue frappe à nouveau les jeunes enfants. Certaines mères continuent à ne pas faire vacciner leurs bébés, pourtant la seule manière de prévenir la maladie très contagieuse et dangereuse.

Entourée par les enfants de son âge, elle joue, mange, parle mais ne marche pas", témoigne inquiète sa grand-mère qui s'occupe de cette petite fille de deux ans et demi. Une semaine après sa naissance, ses deux jambes ont gonflé et ses membres se sont paralysés, raconte Sombo Oyenane, son grand-père infirmier. Dans cette même famille, un autre bébé d'un mois présente les mêmes signes. La mère avoue qu'elle n'a pas amené son enfant à la vaccination, parce qu'il ne marchait déjà pas. Elle croit à un mauvais sort.

C'est le grand père qui a alerté les vaccinateurs pendant la campagne de vaccination du 3 au 5 mai dernier. Selon le coordonnateur du Programme élargi de vaccination (PEV), cette campagne a atteint plus d'enfants que prévus. Ils ont reçu le vaccin de la polio, la vitamine A et le Mebendazole qui tue les vers intestinaux. Selon le médecin inspecteur provincial de la santé, toute paralysie n'est pas la poliomyélite mais la paralysie flasque aigue peut être un signe dangereux. Les recherches sont en cours pour déterminer s'il s'agit de la polio ou autre.

Un seul enfant peut en contaminer 300 autres

"Un seul cas présente des risques pour 300 enfants dans son environnement. Si la maladie est confirmée, c'est que le mécanisme de surveillance, qui demande aux centres de santé de rapporter le plus vite possible toute anomalie au sein de la communauté aux autorités sanitaires, ne fonctionne pas bien", s'inquiète, le coordonnateur de PEV. Selon l'infirmier d'un centre de santé de cette commune, ce cas a été signalé depuis longtemps, mais les autorités n'ont pas vite agi. Tant qu'un seul enfant restera infecté, tous les enfants risquent de contracter la maladie.

Pour sa part, Maurice Kumbalani, coordonnateur du (PEV), reconnaît qu'il y a des cas de paralysie

dans la communauté et les structures sanitaires qui reçoivent des plaintes de femmes. Il demande aux parents d'amener directement l'enfant à l'hôpital s'ils observent la fièvre, maux de tête, vomissement, courbature, dysenterie... pour un premier examen de selles qui permet de détecter la maladie.

Selon l'organisation mondiale de la santé (OMS), "la poliomyélite est une maladie très contagieuse provoquée par un virus qui envahit le système nerveux et peut entraîner une paralysie totale en quelques heures. La maladie touche principalement les enfants de moins de cinq ans. Un malade sur 200 a une paralysie irréversible des jambes. Et, 5 à 10% de ceux-ci meurent.

La polio avait pratiquement disparu en RD Congo et dans le reste du monde grâce à la vaccination. Mais elle est réapparue il y a six ans, d'abord dans le Bas-Congo, porte d'entrée du virus qui a contaminé plusieurs autres provinces dont la Province orientale. Vacciner les enfants est le seul moyen d'éradiquer cette maladie.

Vacciner protège l'enfant à vie

Normalement, les enfants de 0 à 11 mois sont vaccinés gratuitement dans les hôpitaux et centres de santé. Il revient aux mamans de respecter les dates que leurs donnent les infirmiers pour revenir avec l'enfant à l'hôpital. Le calendrier vaccinal prévoit dix doses de vaccin avant le premier anniversaire de l'enfant pour le protéger contre neuf maladies dont la polio.

Mais de nombreux infirmiers dénoncent eux le manque d'objectivité dans le recrutement des vaccinateurs lors de la campagne de vaccination. "Souvent les chefs recrutent leurs nièces, cousins, frère..., qui sont des enseignants, des vendeurs...", regrette l'un d'eux. Les infirmiers ou étudiants en médecine y seraient plus conscients à leur place. D'autre part, ces vaccinateurs seraient découragés à la suite de la retenue

de leur prime. Certains témoignent qu'ils jettent ces vaccins et remplissent les fiches car ils ne peuvent pas circuler toute la journée à pied pour 5\$ par jour.

Comme il n'existe pas de traitement pour cette maladie, la prévention est la seule option. Le vaccin antipoliomyélique, administré à plusieurs reprises, confère à l'enfant une protection à vie. Du 7 au 9 juin de cette année, le PEV a organisé une vaccination de masse pour éviter l'extension de la maladie dans les 83 zones de santé de la Province.

Henri Paul Zamba

ABONNEMENT

Pour encourager l'équipe des journalistes de Mongongo dans leur travail de vous informer régulièrement en toute indépendance de ce qui se passe dans votre milieu proche, souscrivez un abonnement de soutien.

Tarif des abonnements

- Abonnement ordinaire : 1 an (24 numéros) : 30 \$
- Abonnement de soutien : 1 an (24 numéros) : 50 \$ minimum

Abonnements payables :

- Au journal Mongongo, 1/A, Avenue Tshatshi à côté de Bego Congo, Commune Makiso
Mail : journal_mungongo_kis@yahoo.fr
- Gertrude Nabiata, +243 (0) 85 338 06 84.
- Jimmy Bakelenge, +243 (0) 85 338 93 25.
- A Syfia international, 20 rue du Carré du Roi, 34000 Montpellier, France
Tél : 33 (0) 4 67 52 79 34 Fax : 33 (0) 4 67 52 70 31
Mail : leplaideur.ilb@wanadoo.fr

Références bancaires :

Compte SYFIA INTERNATIONAL Assoc. à la BFCC de Montpellier
Code RIB : 42559 - 00034 - 21027811202 - 40
IBAN FR76 4255 9000 3421 0278 1120 240 BIC CCOP-FRPPXXX
ou Chèque bancaire à l'ordre de SYFIA INTERNATIONAL - Libellé en Euros

Vacciner son enfant pour lui éviter la rougeole

L'épidémie de rougeole qui sévit en ville actuellement est très dangereuse pour les jeunes enfants qui peuvent en mourir. Les vacciner est le meilleur moyen pour qu'ils n'attrapent pas le virus. Trop de très jeunes ne le sont pas.

Depuis fin janvier, la rougeole a resurgi dans la ville de Kisangani : plus de 100 malades dont deux décès dans la zone de santé de Mangobo ; 60 malades et deux décès au centre de santé Malikia, sur la rive droite de la rivière Tshopo. Des infirmiers indiquent que certains enfants sont morts sans arriver à l'hôpital. Ce sont les nouveaux nés de 5 à 12 mois qui sont les plus touchés. Mais les femmes enceintes aussi. "Il n'y a pas de changement, la température ne fait qu'augmenter", se plaint à l'infirmier une femme avec son bébé de 6 mois au dos. "Une femme enceinte a contaminé bébé juste après la naissance et l'enfant est décédé à la maison quelques jours après", déplore un infirmier au centre de santé Malkia.

Ce centre reçoit de malades qui viennent parfois de 10 km. "La rougeole se caractérise par une forte fièvre, le rhume, des boutons sous forme de brûlures sur la peau", explique Nono Aukumwana, enseignante à l'Institut de techniques médicales de Kisangani (ISTM). Cette maladie transmise par un virus est très contagieuse, elle se transmet par les gouttelettes de salive lorsqu'un malade tousse. Le docteur Apolinaire Munganga médecin directeur de l'Hôpital Général de Référence de Mangobo, conseille aux parents d'éviter le contact entre les enfants malades et non malades.

Les enfants malnutris ou déjà en piètre santé courent le plus de risque d'être touchés par les complications de la rougeole comme l'encéphalite, souvent cause de décès.

Trop d'enfants non vaccinés

De nombreuses familles démunies manquent d'argent pour soigner leurs enfants. "En mai, un enfant de huit mois, voisin de notre centre de santé, est mort à la maison. Nous avons demandé à sa maman de l'amener ici pour les soins. Mais elle a dit qu'elle n'avait pas d'argent, témoigne un infirmier. Le coût du traitement varie entre 10 000 et 15 000 Fc. Les médicaments coûtent mainte-



© Mongongo

nant cher. Nous avons juste équilibré pour ne pas asphyxier les parents". Marie Kofinga, habitante sur l'avenue Basongue dans la commune Makiso fait appel à un infirmier pour soigner ses quatre enfants à la maison faute d'argent pour les amener à l'hôpital. Pourtant, l'hôpital général de Makiso soigne gratuitement tous les malades.

Selon Nono Aukumwana, la vaccination est le seul moyen de prévention contre la rougeole. La vaccination de routine est gratuite quand l'enfant à 9 mois dans les centres de santé et hôpitaux de la ville. Cependant, certains parents refusent de faire vacciner leurs enfants

par négligence, fausses croyances des Eglises ou rumeurs sur les méfaits des vaccins. "La majorité des enfants malades n'a pas été vaccinée", regrette Nono Aukumwana.

Pour autant, la particularité est que, cette maladie frappe même les enfants de cinq mois alors qu'à cet âge, l'enfant est protégé par les anticorps de sa mère. La dernière vaccination de masse remonte à juin 2009, avec Médecin Sans Frontières (MSF) qui a touché 300 000 enfants de 6 mois à 15 ans de Kisangani et Yakusu.

Christian Uzilo

Isangi

Soignée à la maison, la rougeole tue

Un mois après l'épidémie de choléra, la zone de santé d'Isangi est frappée par la rougeole. Autorités, Eglises, services de santé se battent pour convaincre la population d'amener les malades dans les centres de santé.

Depuis le 1er juin, l'administrateur du territoire d'Isangi, Innocent Makanda a déclaré l'épidémie de rougeole sur toute l'étendue de ce territoire. Situé à 125 km à l'Ouest de Kisangani en aval du fleuve Congo, la zone de santé d'Isangi enregistre 209 malades et 4 décès. L'administrateur invite la population à amener rapidement au centre de santé le plus proche tout enfant de zéro à 15 ans, la catégorie d'âge la plus touchée selon le médecin chef de zone de santé d'Isangi, le docteur Charles Lobanga, qui présente de la fièvre. Cinq jours avant, les infirmiers ont recensé 56 enfants malades de rougeole dans les ménages à travers les quartiers. A Yangambi (35 km d'Isangi) et Weko dans le secteur de Turumbu, la zone de santé recense 153 malades avec quatre décès à la maison. L'épidémie a commencé fin avril dans l'aire de santé Inera à Yangambi. Actuellement les trois aires de santé sont plus atteintes : Yalosase à Isangi centre, Inera à Yangambi, et Weko dans le secteur de Turumbu.

Aller à l'hôpital

"Sur 209 malades, plus de 150 ne sont pas arrivés à l'hôpital", regrette le docteur Charles Lobanga. Certains parents disent manquer d'argent pour aller à l'hôpital surtout acheter des médicaments qui coûtent cher. "Nous avons des plantes derrière nos maisons qui soignent bien la rougeole", pense Félix B., parent d'un enfant malade. La Zone de santé a décidé de faire le porte à porte pour convaincre les parents de venir à l'hôpital. "Maintenant nous avons une vingtaine d'enfants sous traitement grâce à cette opération", note avec

satisfaction, un infirmier du centre de santé Yalosase.

D'autres parents allèguent que le vaccin de routine manque souvent dans les hôpitaux. "Ma propre femme revient souvent de l'hôpital sans une piqûre faute de vaccin", dénonce Jérémie Imomola, président de la société civile d'Isangi. Mais les infirmiers soulignent que ce sont les parents qui ne viennent pas pour le vaccin.

Les églises mobilisées

Bien avant la déclaration officielle de la maladie, certains pasteurs ont profité de leurs homélies pour appeler les fidèles à amener les enfants malades à l'hôpital. "J'ai vu les enfants mourir à Yangambi de cette maladie. J'en parle à mes fidèles pour qu'ils évitent de traîner à la maison en cas de forte fièvre chez les enfants", déclare Alphonse Saliki, pasteur de la 5^{ème} CELPA, une Eglise protestante de la cité d'Isangi. Il dit avoir conduit lui-même deux enfants de ses fidèles dans un centre de santé. L'association unie pour le développement d'Isangi (PUDI) diffuse des communiqués après le culte. Son président, l'abbé Joseph Mola avait fustigé publiquement le comportement d'autres pasteurs qui gardaient les malades dans les églises durant l'épidémie de choléra. Lors d'un culte un pasteur interpelle : "Nous avons suivi l'administrateur, nos enfants sont exposés. Luttons tous contre la rougeole en collaborant avec le service de santé. Informez même pour le cas de votre voisin".

Elie-Trésor Lobanga et Joseph Bassay

Caserner les militaires pour sécuriser la population

Depuis peu, certains militaires se promènent en tenue militaire avec fusils, grenades... en dehors des heures de service. Ils n'hésitent pas à les utiliser contre les civils en cas de disputes. La société civile plaide pour leur casernement et une grande discipline.



Le 29 avril dernier, après une chaude discussion, un militaire déclenche sa grenade dans la commune Makiso, non loin du camp Ketele pour se venger de sa concubine qui avait décidé de le quitter. L'explosion fait deux morts et des blessés. La ville est en émoi. Quelques mois auparavant, c'était à la commune Tshopo, qu'un militaire a déclenché sa grenade après une altercation avec un jeune boutiquier, non loin du marché de la 11^{ème} avenue. On a dénombré quatre morts et de nombreux blessés. Ces événements lancent la polémique sur l'interdiction pour les militaires de circuler avec des armes parmi les civils en dehors des heures de travail. De plus en plus de militaires habitent la cité à côté des civiles. Le jour comme la nuit, ils sont ensemble, boivent, mangent et partagent un seul robinet. Mais des civils redoutent de plus

en plus cette cohabitation car ces militaires se promènent en tenue militaire avec fusils, grenades... même en dehors des heures de service. D'autres en gardent dans leur résidence. "Un militaire doit servir son pays sous le drapeau. Il doit être caserné", s'inquiète un étudiant rescapé de l'accident de Kabondo. Selon le Lieutenant Kawaya, directeur de la division de presse à la 9^{ème} région militaire, "toutes les armes et munitions restent dans le dépôt d'armement. Il est strictement interdit à tout militaire de se promener avec les effets de l'armée après les heures de service. Il faut que les familles proches de militaires dénoncent ceux qui en détiennent. Comme le pays ou la ville vient de différentes rébellions, certains militaires ont encore ce réflexe du temps de la guerre dans leur tête. Celui qui sera attrapé avec des effets mili-

itaires en dehors des heures de service sera arrêté et transféré à l'auditorat (justice) militaire pour des sanctions. La police militaire doit faire son travail et arrêter ceux qui n'obéiront pas à l'ordre de la hiérarchie".

Dieudonné Ngoy, bourgmestre adjoint de la commune Tshopo explique que son administration a lancé un recensement de la population. Celui-ci permettra également de savoir combien de militaires vivent aux côtés de civils dans sa commune.

Contrôle inefficace

Dans les camps militaires de la ville (Ketele, Lukusa, Kalombo, Camps PM et Q.G), les maisons de militaires sont délabrées ou en nombre insuffisant, les tôles volées. Les camps Lukusa et BASE, ont été réhabilités par l'organisation internationale de migration (OIM) et la coopération américaine. Dans ces camps, les civils ont également pris illégalement des parcelles et construit des maisons. Au camp Q.G par exemple sur la route du plateau Boyoma, il est difficile de trouver une seule maison de militaires. Ce sont surtout des maisons en terre de civils qui ont remplacé les vieilles et petites casernes de l'armée datant de l'époque coloniale. "Le gouvernement doit réhabiliter des infrastructures délabrées, construire d'autres cantonnements pour épargner la population des menaces. Il doit également recenser les militaires et les ramener ainsi que les policiers dans les casernes", recommande Ferdinand Ntabyo de l'Ong Congo en Image.

L'unité de police militaire (PM) qui a la mission d'interpeller tout militaire qui circule sans un ordre de mission ou avec des effets militaires manque de moyens. Elle n'a pas de véhicule. Mais ses éléments font souvent des patrouilles nocturnes à pied. "L'armée doit récupérer tous les effets détenus par ses hommes et les garder dans les magasins d'armement", conseille, un ancien officier des FARDC.

Armand Makanisi

La mairie accorde des indemnités aux anciennes gloires de la ville

La mairie de la ville alloue une indemnité mensuelle à trois personnalités qui ont marqué la ville et qui vivent aujourd'hui dans la misère. Une récompense tardive aux services rendus que bien d'autres attendent.



Chaque mois l'ancien champion du monde de catch Kelekele Lituka, Saline Mayani, première bourgmestre noire de la commune de la Tshopo après l'indépendance reçoivent 100 000 fc. Feruzi Kimina, le président des non voyants de la province Orientale et délégué de ces derniers à la conférence nationale souveraine en 1992 reçoit, lui, 25 000 fc. Une indemnité

octroyée par la mairie de la ville depuis le mois septembre 2011. "La prise en charge de ces trois anciennes gloires s'inscrit dans le cadre d'une assistance sociale prévue dans la prévision budgétaire de la mairie. L'Etat doit récompenser ses dignes fils et filles qui ont rendu de loyaux services", explique le maire, Augustin Osumaka. Il souligne que ce geste s'étendra à d'autres domaines de la vie nationale si les moyens le permettent : éducation, fonction publique, sport, religion...

Ces personnalités qui ont marqué l'histoire de la ville sont aujourd'hui abandonnées à elles-mêmes. Elles sont parfois incapables de se soigner ou même de se nourrir...

Kelekele lituka, l'homme qui a terrassé l'américain Johnny Klinger dans le championnat du monde de catch à Hambourg en Allemagne en 1974 est aujourd'hui âgé de 70 ans. Il a formé de nombreux catcheurs de renommée nationale (Edingwe Motonangenge) et internationale. Mais depuis plusieurs années, il est malade et paralysé. "je n'ai pas voulu évoluer dans le sport, car nous avons constaté que notre père qui a fait de grands exploits au niveau international n'est pas bien choyé", regrette Michel Kelekele, son fils de 25 ans. De nombreux fils et filles attendent leur tour d'être récompensés par l'Etat. Comme Asani Joseph, concepteur des armoiries du Congo qui regrette de ne pas bénéficier de ces droits d'auteur ni d'être reconnu par la nation. Ils sont nombreux aujourd'hui âgés, sans revenu qui n'ont pas toujours bénéficié des indemnités de fin de carrière. Ils vivent et dorment dans des conditions difficiles.

John Sindani

Heureux mariage



Emmanuel Bofoe et Aurélie Bofoe Batilongue, puissiez-vous connaître tous les deux, année après année, les joies du partage, les plaisirs de l'amitié et les délices de l'affection afin que la vie vous apporte sans restriction ce qu'il y a de meilleur et de plus précieux. Que le bonheur que vous partagez en ce beau jour (19 mai 2012) de votre mariage se renouvelle tout au long de votre vie à deux. Félicitations à vous deux et à vos familles ainsi réunies.

Monsieur et Madame Bakelenge

Banso mpo ya bo bongoli lolenge lya bopanzi nsango

Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) "Esengeli kokela esika ya bosombitinyi makanisi kati na bankola ndako ya bopesi nsango na CSAC (Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication), elongo na UNPC (Union nationale de la presse du Congo) mpe OMEC (Observatoire des médias congolais)...na ntina "te bakutanaka ata mbala moko na nsanza... mpo na kotala mabunga mauti ngambo na ngambo mpo na kokebisa bisika bya bopanzi nsango bizali kosala mosala ndenge elongombani te" wana mokano mozamaki o lisolo lya bopanzi nsango lisalemaki mokolo mwa poso mwa 02/06 o bilo lya zulunale Mongongo mpe MEPAD. Mpe bakomi nsango bakonzi basengeli mpe bakutana bongo mpo ya kosembola misala mya bango. Lisolo lizalaki mpo ya kotala lolenge bapanzi nsango, bazuzi mpe lisanga lya bana nsomi (société civile) basengeli kosala elongo mpo na kosunga mosala mwa bopanzi nsango, makoki ma bapanzi nsango mpe ntomo ya bango itosama. Bapanzi nsango ya Kisangani, bankolo ndako ya bopesi nsango, balakisi mpe kayekoli mosala mwa bopanzi nsango o université balingaki "te baye bazali na lotomo la kosembola makambo o nzela ena (CSAC, UNPC, OMEC...) batika kolala mpongi, basala "te mibeko mya bopanzi nsango mitosama. Balobaki lisusu "te Csac esalela mobeko na ntina "te ndako ya bopanzi nsango ilongobani te itika mosala zambi ikozala libaku mpo "te bapanzi nsango bazalaka ntango inso koluka kofutama na ndenge esengeli te, elobaki Benoît Kuda, Mokambi wa Csac o etuka ya Monyele. Lisolo lina libongisamaki o linaka likosangisaka bapanzi nsango elongo na lisanga lya bana nsomi. Ntina na yango ezalaki kotala esika moko mbeba nzike

iyé izali komonono o nzela ya bopanzi nsango awa na Kisangani Boyoma mpe koluka boni boni bakoki kobongisa maye mabebaki zambi esika ya mopanzi nsango ezali o boloko te lokola elobaki mokambi wa MEPAD o maloba maye ma ebandeli. Mpe banso balingaki koyeba nani esengeli kokamba bapanzi nsango o mosala mwa mokolo na mokolo mpo batala soko akoki kosala na ntina "te mibeko mya bopanzi nsango mitosama.

Mpo na kobangisa makambo, Csac akamataki mokano mpo ya mikolo. Mokano mona mwa 29/05 mosukaki na kokanga mpo ya mikol zulunale Kisangani News. Yambo ya zulunale ena ebima esengeli "te bakambi bya yango bakende o zulunale Mongongo mpo na kotala lolenge baninga ba bango bazali kosala mosala. Lisusu Kisangani News esengeli ezala na bilo ya bango eyebani na moto nyoso. Boyeba "te bapanzi nsango bana babale bautaki kosala boloko mikolo 15 likolo lya nkoma ya bango likolo lya député national moko. Nkoma ena emononoki lokola "te bakoselaki député ona makambo.

Ntombwa imononi

"Se ndambo ya bapanzi nsango bamipesi na kobuka mobeko na bopesaka nsango iye balobi "te ezali ya solo, elobi Benoît Kuda Mokambi wa Csac o etuka ya Monyele, bazali kobebisa lokumu la bato awa bazali koyeba malamau "te moto nyoso esengeli atosama na bomoi bwa ye bwa nkuku (vie privée)... "Balobaka "te bosembo bonso esengeli kolobela bwango bipai binso te. Elengi koloba "te esengeli koyeba lolenge la koloba bwango mpe na ngonga nini" ebakisi Serge Bompengo zuzi wa Tribunal ya Grande Instance ya Kisangani. Zuzi alobi lisusu "te nsango etali bato

banso ezalaka na mindondo mingi te koleka nsango iye itali bomoyi bwa bato mingi mpenza ba bato ba politiki to ba baye bazali kosala mpo na kowela litomba lya bato banso. Mokambi molandi wa UNPC, mwana mboka Baelo Lotika ayebisaki o libaku lina "te mopanzi nsango oyo abungi mibeko mya mosala mwa ye azali komilukela ngambo ye moko.

Tala, soko manso mana mazali kokomela bapanzi nsango zambi baike kati na bango bazangi mikanda mya mosala (contrat), basusu bafutamaka te, basusu lifuta lya bango lizali moke yango wana bamipesi mingi mpo ya koluka maye masengeli mpo ya lobiko la bango la mokolo na mokolo esika "te bapesa bana mboka nsango ndenge esengeli. Bopesani nsango o likita lya mokolo na mokolo (conseil de rédaction) esalemaka lisusu mingi te o boko bisika bya bopanzi nsango. Esengeli "te OMEC ekabola mibeko mya bopanzi nsango na ndako iye izangi myango ebakisaki Rex Yenga, rédacteur en chef ya radio OPED FM. Ba-rédacteur en chef bafundaki lolenge bakonzi bazali kozwa o mosala bato baye balongobani te na mosala mona. Ezala ba-animateur baponami se lolenge bayebani na mokambi songolo to pakala : balandelaka bango malamau te.

Mpo na Serge Bompengo, bapanzi nsango ba Kisangani babandi koyeba ntina ya lotomo la bango. "Liboso, bazalaki koloba makambo matali kokanga basi na makasi naino batuni bazuzi lolenge makambo malekaki te. Mbala mosusu bazalaki kotuna nsango na bato baye bayebaki makambo mana malamau te. Kasi lel'oyo bakomi kokomela ngai mpo bazwa nsango na mambi matali bosembo"

Trésor Boyongo

Kozongisa basoda na camp mpo ya kimya ya bana mboka

Mikolo miye basoda bazangi discipline bazali kotambola na sokoto, mandoki na grenade... nangonga ya mosala té. Na biloko bina nde batungisaka bana nsomi ntango ya boswani. Lisanga lya bana nsomi (société civile) esingi "te bazongisa basoda na camp mpe basala "te bazala na botosi.

Mwa 29/04 eleki, nsima ya koswana makasi, soda moko o etando ya Kabondo abetiki grenade mpamba "te ayoki mpasi ndenge makango wa ye aboyi ye. Bato babale bakufaki mpe baike bazokaki. Engumba mobimba ezalaki na nsomo na likambo liye. Yambo ezalaki o etando ya Tshopo wapi soda moko abetiki grenade nsima ya koswana makasi na elenge mobali azalaki koteke biloko bya ye na boutique, mosika te na zando ya 11ème. Bato banei bawaki mpe baike bazokaka. Makambo mana mapesi makanisi mingi likolo lya bopekisi basoda kotambola na mandoki ntango bazali na mosala te. Basoda mingi bakomi kovanda libanda lya camp esika moko na ba-civile. Butu lokola moyi bazali esika moko, bazali koliya mpe komele lisanga ata kotoka mai esika moko. Kasi ba-civile bazali na bobangi zambi basoda bazali kotambola na sokoto, na mandoki mpe grenade... ata na ngonga ya mosala te. "Soda asengeli kosalela ekolo ya ye o nse ya bendele (drapeau). Asengeli avanda na camp" elobi moko moyekoli abikaka o likama lisalemaka o etando ya Kabondo. Dieudonné Ngoy, bourgmestre adjoint ya Tshopo, alobi "te abandaki kotanga bavandi o etando ya ye. Wana nde akoyeba motango mwa basoda bavandi esika moko na ba-civile.

Bazali kolandela makambo malamau te

Na camp ya basoda ya engumba (Ketele, Lukusa, Kalomo, Camp PM mpe Q.G.), ndako ya basoda ibebi mpe izali lisusu mingi te. Bayiba manzanza. Camp Lukusa na Base ibongisamaki na lisungi lya OIM (organisation internationale de migration) na coopération américaine. Kuna mpe ba-civile basomba mabele na boton-gaka ndako ya bango na bobukaka bongo mobeko. Na camp Q.G. na nzela ya plateau Boyoma ezali matata komono ndako ya soda. Ezali se ndako ya ba-civile itongami na mabele o esika ya ndako ya kala ya basoda itongamaka o eleko ya babelle. "Esengeli mbulamatar ebongisa ndako ibebi, etonga ndako isusu ya sika mpo na kobatela ba-civile" elobi Ferdinand Ntabyo wa ong Congo en image. Limpinga lya PM (Police militaire) lizali na lotomo la kokanga soda azali kotambola na mokanda mwa mosala te to na bisaleli bya basoda. Limpinga lina lizangi makoki mpo na kosala mosala mwa yango ndenge esengeli. PM ezangi motoka. Batambolaka mingi na makolo na butu mpo na kosala patrouille. "Armée esengeli kobotolo bisaleli binso bizwami o maboko ma basoda mpo na kotiya byango o ebombelo ya bibundeli" elobi moko mokonzi wa kala wa FARDC.

Armand Makanisi



Publi-reportage/Parlons Sida Kisangani En tout, Aimer et Servir : 10 ans de PSK

La célébration de 10 ans « Parlons Sida/Kisangani » le dimanche 20 mai 2012 était une occasion propice pour rendre tout d'abord grâce à Dieu pour tant de merveilles qu'il n'a cessé de faire à travers notre engagement dans la lutte contre le VIH/SIDA et dans la promotion de la paix et la citoyenneté. C'était aussi une opportunité pour faire notre bilan de travail, évaluer notre engagement dans la lutte et relever les défis majeurs rencontrés dans notre effort de réduire le taux de prévalence de notre ennemi commun - l'épidémie du VIH et les maladies qui y sont liées.

En effet, 10 ans après sa création, Parlons Sida a consolidé non seulement son engagement mais aussi, elle a assumé avec responsabilité, passion et esprit de créativité sa mission selon le charisme de la Compagnie de Jésus. Cette petite flamme allumée à la paroisse Christ-Roi en 2002 embrase aujourd'hui la ville, l'archidiocèse de Kisangani et les territoires environnants.

« Pour parler aux vents, les mots sont suffisants. Pour parler au cœur, il faut des œuvres », a dit un jésuite. PSK/Kisangani est cette œuvre de miséricorde et d'espérance qui a parlé et parle aux cœurs des jeunes et qui a touché et touche encore les cœurs des personnes affectées et/ou atteintes par la pandémie du Sida en leur donnant beaucoup de joie et d'espérance. L'œuvre continue à avoir un impact très significatif dans la vie des PVVIH à travers l'assistance médicale, psychologique, nutritionnelle, funéraire, spirituelle et dans la vie des Orphelins et Enfants Vulnérables à travers la prise totale de leur éducation. L'aide a été aussi remarquable auprès des jeunes lors de nos différentes sensibilisations dans les quartiers, les écoles, les églises, dans les clubs et des associations des jeunes de la ville de Kisangani, dans le territoire de Banalia, buta, Isangi et dans les carrières d'exploitation illicite de diamant et d'or. Bon nombre d'entre eux ont bénéficié des connaissances approfondies en matière du VIH, de la prise en charge pour le conseil de dépistage volontaire et le traitement des Infections Sexuellement Transmissibles.

Cependant, le constat, peut-être malheureux et triste, est de voir que le taux de contamination et d'infection est et reste un peu élevé et inquiétant dans la Province Orientale en général et à Kisangani en particulier alors qu'on assiste à une réduction du taux de prévalence dans d'autres provinces de la R.D. Congo. Au regard de la situation, l'on se demande si les autorités provinciales et les ONGs de lutte contre le Sida font sincèrement le travail de prise en charge et prévention en vue d'inverser la tendance ou plutôt sont-ils insensibles?

La célébration de 10 ans de PSK nous a poussés à jeter un regard critique sur notre engagement dans la lutte contre la pandémie du VIH. Ce regard nous met devant des défis que nous sommes appelés à relever. En voici les principaux :

Les défis : 1. De construire un grand centre de rayonnement où différents services pourraient être offerts aussi au bien pour les jeunes que pour les malades: Bibliothèque, salle de lecture, espace culturel, matériels de le CDV, CD4 pour les soins immédiats, 2. De trouver des partenaires financiers stables en dehors de du cercle des structures de l'Eglise, 3. De ne pas être dépendant de l'assistance extérieure d'autant plus PSK dispose déjà de 18 ha pour son autofinancement, 4. De s'engager davantage avec créativité dans la prévention contre le VIH, 6. D'élaborer un plan d'action stratégique de 5 ans, etc.

En célébrant ses 10 ans de service, PSK/Kisangani tient à encourager toutes les personnes qui travaillent avec un grand dévouement et sincérité en donnant le meilleur d'elles-mêmes non seulement pour réduire l'impact du VIH/SIDA dans notre société mais également pour encadrer les jeunes, pour accompagner et servir les personnes infectées et affectées en vue de leur redonner la flamme d'espérance qui vit et fait vivre. Que l'espérance enracinée dans notre foi en Jésus-Christ anime davantage les efforts de tous dans notre lutte commune contre le VIH/Sida. Nous confions PARLONS SIDA/Kisangani à la protection de la Bse Marie-Clémentine Anuarite Nengapeta et de St Louis de Gonzague, SJ. Des amples détails de la célébration seront postés bientôt dans le site www.parlons-sida.org

P. Jean-Pierre Luzolo Ndol, sj
Coordonateur de Parlons Sida Kisangani

Wakaaji wamekasirika kuona kazi ya njia kushimama

karibu mwezi na nusu sasa tangu kampuni (société) ya kichina (chinoise) ya Zhenguei iache kazi ya njia. Zhenguei inaomba serkali kulipa franka ya mfuko wao waliotoa kwa kuanza kazi. Njia zenyewe zimeanza kuhabirika, huko wakaaji wakijiuliza ni nini.



Boue, eaux stagnantes sur la route Buta à côté du collège Maele © Mongongo

Tangu mwanzo wa mwezi wa tano, hakuna tena hata mtugari mmoja wala chombo cha kazi kimoja nafasi kazi ya njia ilifanyika. Kumeonekana mifereji (caniveaux) isiyomalizika, njia zisizokwishwa na zenye mashimo mashimo. Upane wa route Buta kichanga kimebaki bila kazi. Mvua ikinyesha matope na maji imefanya njia kuwa ngumu kupita. Kampuni la Zhenguei limekosa franka ya kuendelea kazi.

Kwa mjibu wa Roger Rukuyenge wa kampuni la CUBA linaloangalia kazi zenyewe anasema serkali inakosa milioni 10\$ kwa kuwarudishia Zhenguei. "Kisha uchaguzi (élections) gouvernement haikuwa na mamlaka yote (plein pouvoir). Hapa serkali nyipa inatoka mambo itakuwa sawa", amehakikisha Roger Rukuyenge. "Ilianza namna gani kazi kushimama na walisema hakuna shaka sababu wao ni wataalamu (experts)?", alijiuliza

mbunge Masanga (député) wakati Assemblée provinciale ilimwita mkubwa wa Office des Voiries et Drainage (OVD) kwa kumuuliza. Sababu hata kazi zilizoanzishwa na gouvernement provincial zimeshimama.

Watu wamejiuliza

Wakaaji walizani njia zitatengenezewa kama wakati wa wabeleji (époque belge) na wakati wa 2^{ème} République. Sasa wamekuwa na shaka. "Hatu-jue siku gani kazi itanza tena ao kama njia zenyewe itamalizika", amejiuliza mbunge mmoja akiwa safari mjini Kinshasa. Wabunge (députés) wamepanga kusema neno ili katika kikao kijao (prochaine plénière) cha Assemblée provinciale. Wabunge wameona kuwa mashaka kwa wakaaji inapita kitumaini. Upane wa boulevard Lumumba mifereji ya maji (terrasé) imeanza kuziba. "Kazi ilipoanza walisema haitapita miezi 10, zaidi ya miaka 2 leo kazi ikingali tu mwanzo", amejuta Innocent mwanafunzi ku Collège Maele.

Njia zimeanza kuhabirika

Upane wa 11ème avenue ngambo ya Saio, pembeni ya église kimbanguiste, caniveau isiyomalizika inakata njia. Njia ya pembeni inajaa matope, ni vigumu kwa watu, pikipiki na gari kupita. Mbele ya kupita inaomba mtu kushuka ku pikipiki ao ku kinga. "Mateso gani hii. Wakubwa wa nchi wakitulia hata mbayo juu ya caniveau hii ili tupite", ameomba mtembeza pikipiki huyu. Gari zenye kutoko ngambo ya mto Tshopo zinachoka kuzunguluka 13ème ao 14ème avenues. "Kwangu ni hapa hapa. Lakini kwa kupitia hôtel ya gouvernement, karibu 3 km mbele ya kufika", amelalamika de-veva (chauffeur) mmoja. Ngambo ya stade Lumumba udongo walichimba ukingali pembeni ya njia. Kwa hiyo hakuna gari wala charrette itakayopita ku maavenues kwa kuogopa kuzama ndani ya caniveaux.

Ngambo ya route TP kwa kwenda commune ya Kabondo, karibu na sodo kubwa béton ya 2 m iko juu. Magari mawili haiwezi kupishana. Inaomba gari moja irudi nyuma kwa gari lingine kupita. gari mingi inashindwa kupita nafasi ile usiku. Misululu ya mitugari inachelewa kupita. Udongo unamenyeka (érosion) pembeni ya boulevard nzima. Kumetiwa masaki ya kichanga kwa kuzuiwa maji lakini bure mbele ya mvua ya hii masiku. Fasi walivimbisha juu kuzuia gari na pikipiki zisipite mbiyo, fasi imeanza kushuka. Mifereji ya béton (caniveaux) inajaa kila siku na uchafu.

Christian Uzilo

Chanjo imehepusha ugonjwa wa suruba kwa watoto

Ni hatari ya kufa kwa watoto leo kuona ugonjwa wa suruba kuvuma hapa mjini. Ni bora zaidi kuwachanja ili kuhepuka ugonjwa huu. Wengi kati yao bado kupata chanjo.

Suruba (rougeole) imetokea tena mjini Kisangani mwisho wa mwezi wa kwanza: zaidi ya watu 100 wamekufa kukiwemo maiti mbili mtaani Mangobo, wagonjwa 60 na vifo viwili ku centre de santé Malkia, ngambo ya mtoni Tshopo. Habari kutoka kwa waaguzi (infirmiers) imesema kuna watoto waliokufa mbele kufika hospitalini ambapo ugonjwa ulianza. Wanaongojwa sana ni watoto wa miezi kati ya 5 na 12 pamoja na wanawake wa mimba. "Hakuna mabadiliko, homa imepanda kila wakati", amelalamika mama mtoto huu wa miezi 6. "Mtoto mchanga ametoka kufa na suruba kisha kuambukizwa na bibi mmoja", amesema mwaguzi wa centre de santé Malkia.

Kuna saa Centre de santé Malkia inapokea wagonjwa kutoka 10 km. "Ugonjwa wa suruba unaleta homa kali (forte fièvre), mafua (rhume) pamoja na kitu kama upele", amefasiria Nono Aukumwana mwalimu ku Institut de Techniques Médicales (ISTM) mjini Kisangani. Suruba imetokana na virusi (virus) mbaya inayoambukiza kupitia mate. Apolinaire Munganga, daktari msimamizi wa Hôpital Général de Référence ya Mangobo amewashauria wazazi kuwaweka watoto wagonjwa mbali mbali na watoto wazima. Ugonjwa wa suruba unaweza kupona bila hatari lakini unaweza kuwauwa watoto wasiokula vizuri na wale ambao hafia ni mbaya.

Watoto wengi bado kupata chanjo

Familia nyingi inakosa franka ya kuwatun-

zisha watoto. "Mwezi wa tano mtoto mmoja wa miezi 8 alifika ku nyumba jirani na centre de santé ijapo tulimwomba mama yake amlete ku matunzo. Lakini alisema kuwa amekosa franka", amesema mwaguzi mmoja. "Kwa kutunza suruba inaomba kati ya 10 000 na 15 000Fc. Dawa sasa ina bei kali. Ila tunafanya nguvu kuwapunguzia wazazi bei". Marie Kofinga, mkaaji wa avenue Basonge pale Mangobo amekosa franka na kwa hiyo amemwita mwaguzi kutunza watoto wake 4 nyumbani. Ni kutojua tu sababu Hôpital Général ya Makiso inatunza bure.

Nono Aukumwana amesema kuwa "hakuna kinachopita chanjo kwa hepuka (se protéger) ugonjwa wa suruba". Mtoto anapofika umri wa miaka 9 anaweza kuchanjwa bure kunako ma centres de santé na mahospitali. Hata hivi kuna wazazi wanaokataa watoto wao kuchanjwa. Yote ile inatokana na upuu-zi (négligence), mawazo hovyoyote ya kidini (fausses croyances) na mambo ya kusikiasikia (rumeurs) kuwa chanjo ni hatari. "Watoto wagonjwa wa suruba wengi walikosa kuchanjwa", amejuta Nono Aukumwana.

Inashangaza kuona ugonjwa wa suruba kuwapata hata watoto wa miezi 5 japo mwili wa mtoto wa umri huu una nguvu ya kuji-kinga kufatana na mama yake. Kisangani na Yakusu Chanjo ya mwisho ilifanywa mwezi wa sita mwaka 2009 na Médecin Sans Frontières (MSF). Walichanjwa watoto 300 000 kati ya miezi 6 na miaka 15.

Christian Uzilo

MONGONGO Journal de proximité

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Tél : +243 (0) 99 808 78 81

Equipe rédactionnelle :

Hortense Basea, Trésor Boyongo, Pépé Mikwa, Armand Makanisi, Natacha Kongolo, Trésor Mokiango, John Lina, Armand Kitoko, Ernest Mukuli

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay, Elie-Trésor Lobanga

Yangambi : Sylvain Loula

Ubundu : Fidèle Utula

Opala : Aimé Césaire Efang

Isiro : Richard Tandro

Bunia : Serge César Ndahora, Anualite Unyuthi, Jean Muhemedi

Lubutu : Jean-Luc Lifaefi, Chérif Djaludi

Traduction

Lingala : Pierre Komba

Swahili : Jean Fundi

Dessin : Roger Bamungu

Distribution et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

Commercial :

Gertrude Nabiata

Tél : +243(0)85 338 06 84

Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel : (24 numéros) 30 \$.

Abonnement de soutien : 50 \$ minimum.

Points de vente : Bibliothèque centrale Unikis (Faculté de psychologie), Gradi-Jeunes, Alimentation Bana Bitungu, La poste, Studio Hexagone, Parc de prince/Rez-de-chaussée Congo Palace, Pharmacie NEEMA, Congo en Images, Pharmacie Caritas.